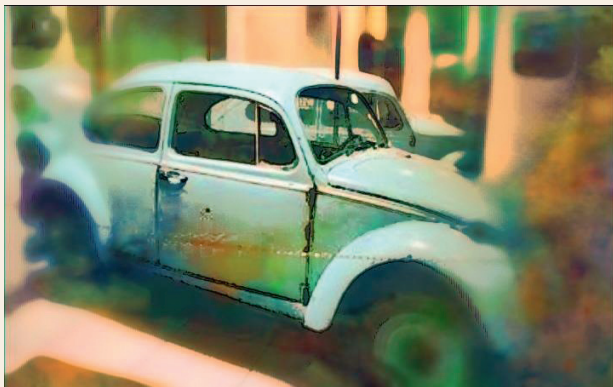


# Les droits et les collections des musées en temps de guerre et de révolution

Les cas de la Libye, de l'Égypte,  
et de la Tunisie lors des  
premières Révolutions Arabes.



Gilles Boutry

# **Les droits et les collections des musées en temps de guerre et de révolution**

## **Les cas de la Libye, de l'Égypte, et de la Tunisie lors des premières Révolutions Arabes.**

Bien que le Bouddha ait enseigné l'impermanence des êtres et des choses, ses disciples ont toujours eu une production importante d'art religieux et de reliques qui ont été transmises et préservées d'âge en âge. De tous temps, l'homme a collectionné et essayé de rendre durables et de transmettre des objets d'art et des reliques culturelles. La grotte de Lascaux, plus récemment celle de Chauvet, avec leurs collections d'art pariétal animalier de grande qualité, font partie des premiers musées d'art paléolithique et ces collections se sont conservées pendant des dizaines de milliers d'années. En temps de guerre et de révolution, les atteintes au patrimoine des musées et les stratégies pour les préserver font partie de la vie de ces institutions et de leurs collections. En France, en 1940, lorsque le Hitler et Goering s'invitèrent dans Paris, les œuvres les plus importantes du musée du Louvre avaient déjà été transférées au château de Chambord, avant de venir dans notre région, au musée Ingres de Montauban, puis d'être cachées dans des demeures du Lot jusqu'à la fin de la guerre. Mais sur 100 000 œuvres qui quittèrent le territoire français durant la seconde guerre mondiale, environ la moitié seulement furent restituées, et parmi ces dernières, un peu plus de 10 000 œuvres furent vendues aux enchères publiques car les propriétaires ou les ayant droits se révélèrent souvent introuvables, un grand nombre d'œuvres correspondant aux biens

Photo de couverture : aquarelle représentant la « coccinelle » verte du colonel Khadafi présente au musée de Tripoli en 2011

juifs spoliés durant cette période. Plus récemment, le laxisme du commandement américain qui ne pouvait ignorer la convention de La Haye de 1954 relative à la protection des biens culturels en temps de guerre, durant trois jours, en Irak, a au contraire facilité le pillage du musée de Bagdad, et est à l'origine de la perte irrémédiable de centaines de tablettes cunéiformes de la civilisation mésopotamienne. Le musée de Kaboul, victime de bombardements, de la fatwa du mollah Omar en 2001, et de nombreuses années de guerre, a perdu 70% de ses collections d'art, notamment les statues gréco-bouddhiques du Gandhara, sans oublier celles de l'époque Kushan, ainsi que plus de 55 000 objets précieux, d'or, d'ivoire, et de marbre. Par ces exemples, nous constatons des stratégies et des atteintes variables au patrimoine selon les circonstances et la durée des conflits. Mais qu'en est-il en cette année 2011 des musées d'Égypte, de Libye, et de Tunisie à l'heure des révolutions arabes ? Nous allons à leur sujet considérer successivement le droit actuel du patrimoine et des musées, puis l'état des collections et des sites archéologiques, avant d'aborder plusieurs problématiques associées.

## **I - L'état des droits du patrimoine et leur évolution.**

La loi de 1983 réglementait jusqu'en 2010 le patrimoine archéologique et l'Égypte. À partir de 2009, la direction des antiquités égyptienne a conduit plusieurs campagnes de renationalisation du patrimoine archéologique de l'Égypte en réclamant un certain nombre de pièces emblématiques d'origine égyptienne aux grands musées occidentaux, soit que ces pièces aient été plus ou moins légalement acquises ou conservées par ces musées, soit que l'importance des pièces, comme la pierre de Rosette, ou le buste de Néfertiti, aient un caractère emblématique et une valeur culturelle tels qu'ils justifiaient leur rapatriement en Égypte aux yeux des autorités égyptiennes. C'est à peu près à la même époque que Monsieur Hawass avait conduit une campagne de communication avec le gouvernement péruvien afin que des trésors incas en provenance du Machu Pichu et qui

avaient été emportés aux États-Unis au début du XX<sup>ème</sup> siècle en vue de leur étude, et faisant partie des collections de l'université de Yale, retournent dans les musées péruviens. C'est concomitamment qu'est née la loi égyptienne de 2010 qui durcit considérablement celle de 1983. Cette loi qui criminalise le commerce des antiquités égyptiennes, accroît considérablement le nombre des années de prison des contrevenants, et multiplie par 20 à 50 les amendes résultant des infractions à la loi, certaines amendes allant jusqu'à 100 000 et même 500 000 livres égyptiennes, de l'ordre de 90 années d'un salaire convenable égyptien. Quel égyptien peut payer une telle amende ?

Ensuite, cette loi modifie totalement le contenu de l'article 36 de la loi de 1983, qui permettait la reconnaissance du travail des missions étrangères en leur offrant 10% des objets découverts, si ce type d'objet existait déjà dans les collections des musées d'Égypte. Il y a donc là une renationalisation de ce que l'Égypte s'était auparavant évertuée à présenter comme le patrimoine de l'humanité toute entière en adhérant aux programmes de l'UNESCO qui lui avaient permis de sauver nombre de monuments comme les temples de Nubie.

Enfin, elle s'arroge par cette loi un droit exclusif de propriété intellectuelle sur les reproductions d'objets antiques à l'échelle 1/1. On pourrait de manière générale contester l'auto-attribution d'une quelconque propriété intellectuelle par un État pour lequel il n'existe aucune filiation évidente entre l'idée d'œuvre de cet État et celle de ces objets antiques, qui relèvent plutôt dans le cas de l'Égypte des choses sacrées ou religieuses qui avaient pris naissance localement dans de petits centres religieux préexistant à toute idée d'unification étatique. Lors de la discussion de la loi de 2010 au parlement égyptien, certains parlementaires défavorables à l'interdiction et à la criminalisation du commerce des antiquités ont rappelé que les vrais objets concédés aux missions étrangères et exposés dans les musées des pays occidentaux ont un effet très significatif sur l'attraction touristique de l'Égypte.

La loi libyenne de 1983 présente la particularité d'avoir dans son préambule une définition de ce qu'est un musée, « institution scientifique ayant pour mission la préservation, la documentation, et l'exposition du patrimoine humain », et un chapitre entier de la loi comportant les articles 59 à 64 est consacré aux musées. La loi libyenne a prévu la définition, le statut juridique d'État, et le rôle des musées, à la différence des lois égyptienne et tunisienne qui utilisent le mot « musée » à différents endroits du texte, mais sans en donner de définition.

Il faut également noter que les sanctions de la loi libyenne sur le patrimoine sont extrêmement faibles, presque symboliques, puisque les infractions de certains articles prévoient de 1 à 3 mois de prison et seulement de 100 à 500 dinars d'amende, et pour d'autres moins d'un mois de prison et 10 dinars d'amende, soit l'équivalent d'un à deux jours de travail. Cette légèreté des sanctions est cohérente avec la conception de la loi naturelle qu'évoque Monsieur Kadhafi dans son petit livre vert, lorsqu'il précise que la loi naturelle composée de la coutume et de la religion est préférable à la loi d'origine parlementaire, et que ses sanctions dans une société humaine doivent être surtout morales lorsque la société n'est pas en danger, et ont pour moyen la formation et l'enseignement, les autres sanctions étant renvoyées au jour du jugement dernier.

La loi tunisienne de 1994 et le décret de 2001 instituant le cahier des charges pour les musées privés placent la Tunisie en tête des pays ayant eu la volonté politique de réaliser un équilibre entre le rôle de l'État et l'initiative privée en matière culturelle et muséale. La loi de 1994 permet sous réserve de déclaration et d'accord, la possession privée d'antiquités et prévoit et autorise le commerce des antiquités antérieures à la conquête arabe, même si elle limite dans le temps cette possibilité. Le bey de Tunis, dans l'article 35 de son décret de 1886, avait déjà reconnu l'existence des musées privés et même considéré les collections privées comme des musées susceptibles d'être subventionnés par l'État et de bénéficier d'un statut comparable à un établissement public, initiant une pratique

qui se développe depuis le décret de 2001, puisque la Tunisie abrite aujourd'hui à côté d'une soixantaine de musées publics, une trentaine de musées privés. Madame Gharsallah-Hizem, l'une des principales rédactrices de la proposition d'un nouveau projet de loi renforçant l'organisation des musées tunisiens et auteur d'un remarquable article à paraître qui fait le point de la situation actuelle des musées tunisiens en matière de médiation muséale, considère que les alertes de la presse sur les risques de pillage des musées en période révolutionnaire ont fortement contribué à ce que les musées tunisiens portent une attention accrue sur les collections, leur inventaire, et leurs conditions de conservation. Il faut noter récemment cependant une entorse aux règles habituelles, puisque la splendide mosaïque de Virgile, comparable pour les tunisiens à la Joconde pour les français, a été transportée en Italie pour une exposition à Mantoue, la ville natale de Virgile, alors qu'elle fait partie d'une liste d'œuvres qui ne sont pas censées quitter le territoire national tunisien.

## **II- L'état des collections depuis le début des révolutions et des conflits**

Il faut immédiatement distinguer la Tunisie et l'Égypte, dont les révolutions sont d'origine populaire, auxquelles s'applique donc bien le mot « révolution », de la guerre faite à la Libye, armée et dirigée par des forces extérieures ayant voulu faire passer cette ingérence dans les affaires d'un autre État, pour une révolution ayant une origine interne. Nous en avons discuté avec Mme Margie Sudre, ancienne députée européenne, dont le bref passage dans les médias au milieu de l'été avait permis pour un temps d'entrevoir la manipulation en cours.

Globalement, les conflits dans ces trois pays n'ont eu que des conséquences modérées sur les collections. Fin octobre, le nombre d'objets archéologiques et d'objets d'art volés depuis le début des

événements et déclarés par les autorités de ces pays à Interpol sont 198 en Egypte, 20 seulement en Libye, et aucun en Tunisie. La réalité sur le terrain est un peu plus compliquée.

En Égypte, outre le Musée Égyptien de la place Tahrir sur lequel la presse avait concentré son attention, d'autres sites ont fait l'objet d'actes de vandalisme plus que de pillage véritable, comme à Saqqarah, ou des volées de gamins annoncées à l'avance par la direction des antiquités ont investi des sites dont la police s'était volontairement retirée et ont commis des petits vols, dégradations, et fouilles illégales sans grand résultat, ou comme dans la tombe n°63 de la vallée des rois où des archéologues allemands ont pu constater le transfert de sarcophages vers des magasins d'autres sites de fouilles auxquels ils n'ont pas pu accéder sans qu'ils en fussent informés. La déclaration d'un vol dans un musée d'art islamique pourrait n'avoir été qu'une « régularisation » d'un vol antérieur mis sur le compte de la révolution.

Il faut aussi signaler la disparition d'une borne frontière à Amarna, la ville d'Akhenaton, la disparition puis la récupération de près de 300 objets des réserves de Qantara dans le Sinaï, et la contestation judiciaire de l'affirmation selon laquelle Madame Mubarak se serait appropriée un collier de diamant appartenant au musée des bijoux royaux.

En Libye, comme le déclarait à la presse en avril Michel Vincent, le chef de la mission archéologique française en Libye, la situation en début de conflit était plutôt sereine du côté des musées, dans la mesure où les conservateurs avaient pu mettre en sûreté les œuvres les plus importantes, s'installant même à demeure dans leurs musées afin d'en assurer la protection. Au fur et à mesure de l'avancée des forces d'opposition et de l'intervention de la coalition et ce jusqu'à l'assassinat de Monsieur Khadafi, certains sites ont ensuite servi dans le conflit, comme celui de Sabratha où les barrières de protection ont été détruites afin d'y permettre une activité militaire, ou comme le petit fort romain sur les hauteurs près du site de Leptis Magna

très endommagé du fait qu'il abritait une station radar. Le site de Leptis Magna, selon le dernier rapport du Bouclier Bleu de fin septembre 2011 aurait été protégé par les bergers locaux qui y avaient installé en permanence leurs troupeaux durant la guerre afin d'y éviter toute présence militaire et la pose de mines anti-personnel éventuelles. Peu d'objets ont été dérobés dans les musées, en dehors des photos de Khadafi décrochées et foulées aux pieds. La Volkswagen verte mythique avec laquelle le colonel Khadafi était rentré dans Tripoli pour s'emparer du pouvoir sans verser une goutte de sang était toujours là en septembre dans le musée du Fort rouge à Tripoli. Il faut cependant signaler qu'une collection de 8 000 pièces de monnaie qui avaient été déposée pour des raisons de sécurité conformément à la loi de 1983 qui s'applique « en temps de paix comme en temps de guerre » à la banque de commerce de Benghazi, collection qui avait été anciennement restituée à la Libye par l'Italie, a disparu pendant le conflit de 2011 et demeure introuvable. Selon le Bouclier bleu, le musée de Misrata est très endommagé, et son directeur, disparu depuis, aurait été kidnappé, et les conservateurs des musées qu'ils ont visités en septembre sont assez déçus du fait que l'UNESCO, malgré ses déclarations à la presse dans lesquelles il s'inquiétait des risques pour les musées et le patrimoine, n'avait envoyé personne sur le terrain pour faire un état des lieux. Le responsable du patrimoine libyen à l'UNESCO que nous avons contacté fin août suite aux déclarations de Madame Irina Bokova, nous avait dit qu'il n'avait pas eu encore la possibilité de faire effectuer cette visite. Étant donné l'état de destruction de la ville de Syrte, il est plus que probable que le musée de cette ville ait aussi souffert des bombardements. Nous n'avons pas par ailleurs relevé dans le rapport d'octobre du Bouclier bleu que des mesures de radioactivité aient été réalisées dans les sites bombardés avec des projectiles contenant dans certains cas de l'uranium « appauvri ». Moins de deux ans après cette guerre, le nouveau régime en place a fait brûler près de 300 000 000 de timbres postes de la poste libyenne, d'une valeur fiduciaire d'environ 280 000 000 €, qui représentaient Monsieur Khadafi, la Jamahiriya, les cultures

antiques, les réalisations modernes, ainsi que les nombreuses grandes œuvres d'aménagement telles que par exemple les grandes et longues canalisations qui amènent l'eau potable du sud vers les grandes villes du nord, parcourant des distances considérables dans le désert.

Le cas de la Tunisie est un peu particulier, car aucun vol n'a été signalé à Interpol, alors qu'il est notoire qu'un cadre du patrimoine a été condamné pour avoir servi d'intermédiaire dans l'appropriation illégale, selon la presse, d'œuvres archéologiques publiques par des membres de la famille de Monsieur Ben Ali et de Madame Trabelsi. Les raisons sont probablement qu'une partie des œuvres « empruntées » ont été récupérées, et que l'origine des autres n'a pas pu être déterminée. La criminalisation des fouilles et du commerce des objets d'art antique, est d'ailleurs dans de nombreux pays un facteur important de la disparition des informations circonstanciées quant à l'origine de nombre de pièces archéologiques actuellement sur le marché de l'art, et donc de la connaissance de leur dimension historique et géographique précise.

### **III- Les problématiques d'instrumentalisation des musées, de sécurité des œuvres figuratives, et d'équilibre entre le secteur public des collections et les initiatives privées.**

S'il est un musée qui pose de sérieuses questions quant à sa probable instrumentalisation lors des premières journées de la révolution égyptienne, c'est bien celui de la place Tahrir. En effet un archéologue français et une directrice du musée présente dans les lieux au moment des événements déclarent à la presse dans les jours qui suivent le début des événements révolutionnaires que les vols sont une mise en scène effectuée par du personnel du musée pour faire déconsidérer la révolution populaire, et la faire attribuer à des voleurs et des voyous ; le fait que les bandes d'enregistrement du musée aient été effacées puis aient resservi dès le lendemain des

vols, au lieu d'être conservées afin de servir d'élément de recherche des coupables, les déclarations contradictoires d'un jour sur l'autre de Monsieur Hawass sur le fait que les œuvres volées aient été retrouvées, puis reperdues, puis retrouvées à nouveau, la découverte à côté d'une poubelle par un adolescent d'une statuette en or à 100 mètres de la place Tahrir, tout cela constitue un faisceau d'indices en faveur d'une mise en scène. Une autre sorte d'instrumentalisation des musées et des sites antiques c'est celle qui a consisté à investir militairement un site historique protégé par la convention de La Haye de 1954, celui de Sabratha, ou encore à haranguer ses troupes comme l'avait fait Monsieur Khadafi depuis le balcon du musée du fort rouge de Tripoli au milieu du conflit.

Quant à la sécurité des œuvres durant ces périodes difficiles, elle relève de deux problématiques différentes. Tout d'abord il faut considérer le contexte égyptien actuel où les fatwas se succèdent, tantôt pour amener les musulmans à investir le champ politique, comme celles émanant d'érudits de l'université Al Azhar et de l'union internationale des savants musulmans du Qatar, tantôt pour qu'ils ne votent pas lors des futures élections en faveur de tout candidat qui appartenait au parti de Monsieur Moubarak, ou encore qu'ils ne marient pas leur fille à un ancien membre de ce parti, ou encore de celle des salafistes qui vont présenter des femmes très voilées aux prochaines élections, lesquelles ne devront avoir que des relations distantes avec leurs collègues parlementaires hommes. À côté de cela, les Frères musulmans ont conclu une convention avec les élevages de l'armée et sont les fournisseurs de cette viande aux populations ainsi convaincues de leur rôle social. Le procès de Monsieur Moubarak étant en cours d'enlèvement, le droit des victimes et des parties civiles dans ce procès bafoué, c'est dans ce contexte de renforcement de la présence de l'Islam dans la société égyptienne, qu'il nous faut prendre en compte un certain nombre de hadith, ces récits de la vie du Prophète, qui interdisent la fabrication et la présence d'images et d'images projetant une ombre (les statues) dans les maisons et les lieux publics, au motif que



l'homme ne doit pas essayer d'imiter la création des êtres animés que sont les humains et les animaux, car cette création serait imparfaite et se retournerait contre son créateur lors du jour du jugement. Avec l'application de ce principe qui est d'ailleurs heureusement diversement interprété par les juristes musulmans, on peut comprendre le risque potentiel à la fois pour l'art, le patrimoine, mais aussi pour le tourisme et l'économie que pourrait faire courir aux antiquités égyptiennes, libyennes, ou tunisiennes, un islam dur et radical semblable à celui qui porte la fatwa de 2001 du mollah Omar et de ses talibans contre les bouddhas d'Afghanistan. Il faut noter également que pour faciliter le dialogue inter-religieux ce même personnage avait annoncé à la presse avoir en même temps fait sacrifier 100 vaches pour que les musulmans expient le fait qu'ils n'aient pas encore détruit les bouddhas de Bamiyan depuis le temps qu'ils sont installés dans le pays.

Enfin, la renationalisation par l'Égypte de tout ce qui concerne son antiquité pose la question de l'équilibre des intérêts dans une société entre la propriété publique et le respect des initiatives privées. L'Égypte qui dépend grandement pour son équilibre budgétaire des ressources du tourisme qui ont chuté de 90% en 2011, dont les réserves financières sont très modestes, mais qui possède presque la moitié en nombre des objets archéologiques du monde, dont plus de 75% restent à découvrir, n'aurait-elle pas intérêt à assouplir sa loi sur le patrimoine afin de permettre, sous un règlement de contrôle à définir, le commerce des antiquités et une meilleure valorisation de son patrimoine ? Sur les 250 000 objets que possède le musée égyptien du Caire, la moitié sont dans ses réserves, et leur inventaire ne pourra être achevé que dans deux ans ; les retards évidents pour des raisons économiques et politiques de l'achèvement du nouveau grand musée des antiquités égyptiennes destiné à recevoir ces collections, dans le meilleur des cas en 2015, sont des signaux que devra prendre en compte le nouveau législateur égyptien afin de permettre à nouveau une certaine initiative privée de valorisation du patrimoine, comme l'a déjà fait la Tunisie. Plutôt que de laisser des

nuées de gamins pauvres creuser de façon désordonnée le sol antique et d'affirmer comme Monsieur Hawass « n'avoir pas besoin de plus de 10 nouveaux archéologues », alors que 10 000 archéologues sont diplômés en 2011 en Égypte, mais déclarés « insuffisamment expérimentés », si l'État n'a pas les moyens de rémunérer 10 000 fonctionnaires du Patrimoine, le fait qu'il ouvre les portes de l'initiative privée et du commerce contrôlé des antiquités serait une réponse beaucoup plus logique à la situation économique et aux nécessités sociales du peuple égyptien. Dans cette optique la fatwa égyptienne prononcée durant l'été 2011 qui autorisait tout musulman qui découvre dans le sous-sol de sa propriété des objets antiques de les vendre et de s'enrichir avec, bien que n'ayant aucune légalité ni en droit égyptien, ni en droit musulman, porte quand même une signification culturelle, sociale et démocratique qu'il convient de ne pas négliger.

Gilles Boutry, docteur en droit public de l'Université Toulouse Capitole  
2011 et 2013.





